# L'économie thailandaise résiste à l'impact des troubles de Bangkok

Le blocus du quartier d'affaires de la capitale et les annulations des tour-opérateurs n'ont pour l'instant qu'un effet limité sur une croissance nationale tirée par les exportations

Bangkok Envoyé spécial

ratte-ciel vides, hôtels cinq étoiles évacués, restaurants et magasins fermés et grandes avenues désertées, jonchées de débris calcinés, de cabirnes téléphoniques renversées, le quartier d'affaires de Bangkok, non loin du croisement des avenues de Sathorn et Rama IV, a l'allure d'une ville fantôme.

Le bâtiment de l'ambassade australienne est fermé, tout comme l'Alliance française et les services consulaires de l'ambassade de France. C'est au niveau de ces derniers, que se trouve le barrage de l'armée. Jumelles autour du cou, l'air peu rassuré, les sentinelles montent la garde. Au-delà, après les ambassades japonaise et américaine, évacuées elles aussi, commence la zone des « chemises rouges», antigouverne-

Après un week-end sanglant. qui s'est soldé par 35 morts, la paralysie du cœur économique de la «Cité des anges » s'est donc étendue de facto de la zone commerciale de Ratchaprasong, le célèbre quartier de Siam Square, bloqué depuis deux mois, à toute une nouvelle partie de la ville essentielle à l'activité économique de la capitale thailandaise. L'armée, qui a tenté d'asphyxier le camp retranché des « chemises rouges » a, en réalité, perdu du terrain.

Mardi 18 mai, le quotidien anglophone The Nation, considéré comme progouvernemental, qualifiait ses opérations de « maladroites». Les milieux d'affaires grondent: « Ce gouvernement n'est pas digne de gouverner s'il ne parvient pas à maintenir la violence sous contrôle », a déclaré au quotidien Bangkok Post le secrétaire général adjoint de la chambre de commerce thailandaise, Pornsil Patcharintanakul, ajoutant que si la violence continue, et surtout se répand dans les autres provinces du pays,



Un membre des « chemises rouges » antigouvernementales dans une rue de la capitale thaïlandaise, le lundi 17 mai. GETTY IMAGES/AFP

«les pertes économiques seront

L'aggravation des troubles à Bangkok a un impact direct sur les ventes des grands magasins, et surtout sur le tourisme, un secteur essentiel pour l'emploi et qui représente 7% du produit intérieur brut (PIB) thaïlandais: les tour-opérateurs étrangers annulent par précaution leurs voyages. Selon le gouverneur de la Tourism Authority of Thailand (TAT), douze pays ont désormais placé la Thailande à l'échelon de dangerosité le plus élevé, pour les voyageurs.

## «Rebond de la croissance»

Plusieurs facteurs relativisent toutefois la gravité de la situation : la période actuelle coïncide avec la saison creuse. Et de nombreux touristes contournent la capitale pour se rendre directement à leur destination de vacances.

Les indicateurs macro-économiques restent favorables grâce à la

vigueur des exportations qui devraient croître de 18% en 2010 : «La crise politique arrive à un moment où le rebond de croissance est spectaculaire. On s'attend à une croissance de +8à+9% au premier trimestre 2010 par rapport au premier trimestre 2009, qui était certes lui en forte baisse par rapport à l'année d'avant, en raison de la crise économique. Mais dans certains secteurs industriels, par exemple l'automobile, l'électronique, l'agroalimentaire, les carnets de commande et l'activité sont bien supérieurs à la période d'avant la crise de 2008», estime Pascal Furth, chef de la mission économique et commercial de l'ambassade de France à Bangkok.

La Banque de Thaïlande (BOT) reste optimiste : selon les dernières estimations de son Bureau des prévisions, la crise politique pourrait coûter au pays de 0,3 à 0,4% de croissance du PIB. Or, pour 2010, la BOT estime celle-ci à un peu plus de 4%. Le chômage est à un niveau très faible (à peine 1%). Alors que la chute du bath avait déclenché la crise asiatique de 1997, la monnaie thailandaise est aujourd'hui en position de force, selon M. Furth: les exportations et les investissements étrangers, qui privilégient les marchés asiatiques en croissance, ont lar-

gement gonflé les réserves.

République dominicaine

## Le parti du président Fernandez remporte les élections législatives et municipales

SAINT-DOMINGUE. Le Parti de la libération dominicaine (PLD, centre gauche) du président Leonel Fernandez a largement remporté les élections législatives et municipales, dimanche 16 mai, lors d'un scrutin marqué par des violences qui ont fait quatre morts selon la presse locale. Le PLD l'a emporté dans 31 des 32 provinces et va contrôler les deux chambres du Congrès, élues pour six ans. Le chef du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, opposition de gauche), Miguel Vargas, a accusé le président Fernandez d'avoir « usé et abusé » des fonds publics pour promouvoir les candidats de son parti et acheter les électeurs. Trois partisans de l'opposition ont été tués par balles lors de fusillades entre militants de partis rivaux à San Cristobal et à Barahona, à l'ouest de la capitale. Malgré les incessantes coupures de courant, les nombreux scandales de corruption et la montée de la criminalité liée au narcotrafic, le parti présidentiel l'a emporté grâce aux divisions de l'opposition et à la mise en place d'un vaste réseau clientéliste. Il Jean-Michel Caroit

**Argentine-Uruguay** 

## Le conflit frontalier lié aux nuisances d'une usine de pâte à papier persiste

BUENOS AIRES. La « guerre écologique » entre l'Argentine et l'Uruguay continue malgré le verdict de la Cour internationale de justice de La Haye. Les manifestants argentins de Gualeguaychu, qui bloquent depuis trois ans et demi le principal pont frontalier entre les deux pays, ont décidé, dimanche 16 mai, de poursuivre le blocage pour protester contre l'installation d'une usine finlandaise de pâte à papier en Uruguay qu'ils accusent de polluer le fleuve. La Cour de La Haye a rejeté, le 20 avril, le déplacement de la papeterie, comme le réclamaient les écologistes argentins, estimant qu'aucun élément apporté par Buenos Aires ne permet de prouver une pollution excessive. La présidente argentine, Cristina Kirchner, s'est engagée, comme son homologue uruguayen, José Mujica, à respecter ce verdict. Les manifestants de Gualeguaychu ont annoncé qu'ils porteraient plainte contre des fonctionnaires argentins pour « mauvaise gestion » du conflit. Christine Legrand

#### Afghanistan Plus de 20 morts dans un attentat à la voiture piégée

KABOUL. Un attentat-suicide à la voiture piégée visant les forces de l'OTAN a fait, mardi 18 mai, plus de 20 morts à Kaboul lors de l'attaque la plus meurtrière dans la capitale afghane depuis février 2009. Les talibans ont revendiqué l'attaque dans un appel téléphonique. L'OTAN· s'est refusé à dire si elle avait perdu des hommes dans l'explosion mais un photographe de presse a pu voir un véhicule de l'armée américaine complètement détruit par l'explosion. L'attentat a eu lieu dans le quartier où est situé le Parlement, le Musée national et un hôpital. - (AFP.)

# L'OTAN appelle à la fin des réductions budgétaires en matière de défense

Seulement six des vingt-huit membres de l'Alliance atlantique respectent leur engagement de consacrer au moins 2 % de leur PIB à la sécurité

Correspondant

eux questions d'ordre budgétaire sous-tendent le rapport sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN dévoilé lundi 17 mai, au siège de l'Alliance, à Bruxelles. Premièrement, comment financer à l'avenir les missions de l'organisation? Deuxièmement, comment éviter que le fossé entre Etats-Unis et Union européenne (UE) se creuse jusqu'à mettre vraiment en péril le « lien transatlantique » que les Européens tentent difficilement de reconstituer?

Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN, et Madeleine Albright, présidente du comité de douze experts que M. Rasmussen a désignés, ont tous deux appelé à la fin des réductions des dépenses dans le domaine de la défense. Le rapport sur les « analyses et recommandations pour un nouveau concept stratégique » relève que seulement six des vingthuit Etats membres respectent leur engagement d'y consacrer au moins 2% de leur produit intérieur (PIB). Les Etats-Unis y ont consacré 4.88% de leur PIB en 2008, la France 2,35%, le Royaume-Uni 2,28%. L'Allemagne, la Suède ou la Belgique ont, en revanche, dépensé moins en 2008 qu'il y a dix ans.

Etats-Unis ont consacré 696 milliards de dollars à la défense, l'ensemble des Européens, 267 milliards. M. Rasmussen s'inquiète de voir le fossé entre Américains et Européens se creuser. Il ne nie pas la gravité de la crise financière actuelle mais estime que la réduction draconienne des budgets militaires européens peut mettre en péril la sécurité, ce qui aurait également « des implications économiques désastreuses». Mme Albright invite à considérer qu'être membre de l'Alliance suppose assumer sa part de l'apport financier.

## Développer des synergies

«L'Alliance devra mobiliser les ressources dont elle a besoin pour se doter des capacités lui permettant de respecter ses obligations, et de faire en sorte que tout l'éventail des menaces pesant sur sa sécurité soit non seulement contenu, mais aussi prévenu ou maintenu», relèvent les experts dans le rapport.

Ils notent que « les ressources se faisant rares dans tous les pays », l'OTAN - elle-même déficitaire devra donc dépenser mieux, se réformer, rechercher plus d'efficacité. « Réduire le nombre de comités, dépenser intelligemment, rendre la structure plus efficace, éviter les duplications », prône M<sup>me</sup> Albright.

Selon les données de 2008, les Les Européens, en pleine tourmente budgétaire, pourront-ils tenir leurs futurs engagements, alors que l'Alliance atlantique entend, certes, rationaliser, mais aussi pérenniser ses missions en dehors de sa zone « naturelle » ? Les experts, que M. Rasmussen ne contredit pas, estiment, en outre, que l'Alliance doit se doter d'outils face aux « nouvelles menaces », développer ses missions de formation dans les Etats instables et jouer un rôle accru face au danger balistique.

Autant de projets coûteux. Le secrétaire général de l'OTAN invite dès lors les Etats à collaborer pour développer des synergies, par exemple dans le domaine industriel. Le rapport des experts prône, pour sa part, « un partenariat véritablement complet, économiquement efficace».

A Washington, on s'en tient aux intentions affichées par le président Obama au début de son mandat: multilatéralisme et coopération avec les Européens. Le débat sur les renforts pour l'Afghanistan et d'autres questions ont toutefois assombri les relations entre Washington et Bruxelles. L'engagement des Européens pour une « OTAN du XXI siècle » aura donc valeur de nouveau test, crucial peut-être, aux yeux de Washington.

Jean-Pierre Stroobants



# Angela Merkel rappelle les règles du jeu de l'euro

Dans un entretien au « Monde », la chancelière allemande prône rigueur et investissements technologiques

▶▶► Suite de la première page

Mais il faut comprendre les nombreux Allemands inquiets pour leurs économies. Ainsi cette femme qui passa sa jeunesse en Allemagne de l'Est raconte une anecdote, celle d'une Allemande de l'Est qui l'avait prise à part, pendant une campagne électorale dans la région désolée de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, au milieu des années 1990, et lui avait dit : Helmut Kohl a réussi à prendre en charge l'ex-RDA, mais il ne réussira pas à le faire avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce.

Devoir payer pour les pays du Sud de l'Europe après avoir fait des efforts pour réussir la réunification allemande, c'était, selon l'ancien ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, «aussi peu probable qu'une famine en Bavière». On y est. Angela Merkel reçoit aussi les quotidiens espagnol El Pais et italien Corriere della Serra, les grands pays du Sud pour

D'abord, elle cherche à rassurer sur les intentions de l'Allemagne, accusée de se replier sur ellemême, de vouloir devenir une Grande Suisse ou une petite Chine. « Cela ne correspond nullement à la réalité », assure Mme Merkel. Les Allemands, qui avaient eu tant de mal à abandonner le Deutschemark, se sentent-ils trahis. « Non, naturellement non. Nous sommes volontiers européens et nous savons ce que nous apporte l'euro, assure Mme Merkel. Mais nous nous sentons renforcés d'avoir négocié durement les points qui sont particulièrement importants pour nous ».

La chancelière défend donc son attitude pendant ces mois de crise, elle qui fut accusée d'être trop lente à réagir. « Il était important, en avancant, d'aftaquer les problèmes à la racine. Une promesse rapide de solidarité à la Grèce sans un vrai retour de la stabilité et de la solidité en Grèce, n'aurait pas eu l'effet souhaité. J'en suis convaincue», explique



La chancelière Angela Merkel dans son bureau, à Berlin. MARCO URBAN

obtenu la participation du FMI, fort de son expertise - «c'était important pour moi » -, un plan de rigueur grec « sur trois ans qui est très dur et par lequel le gouvernement grec se sent tenu» et, enfin, «la solidarité des Etats membres de l'euro ». « Ces trois éléments sont pour moi inséparables », explique Mne Merkel, satisfaite d'une expérience « qui a montré que l'Europe était capable d'agir dans la nécessité»

Elle en profite pour rappeler le credo de stabilité d'une Allemagne ruinée par deux guerres mondiales et l'hyperinflation des années 1920. Et ce credo n'est pas nouveau. «Helmut Kohl, à l'époque, s'est beaucoup battu pour le pacte M<sup>me</sup> Merkel. Au fil des mois, elle a de stabilité et de croissance. Rappelez-vous que l'on argumentait sur la moindre virgule», sourit M<sup>me</sup> Merkel. Elle concède que ces règles ont été largement sabordées par Paris et Berlin. «Le chancelier Schröder et le président Chirac ont fait une erreur en 2004 en faisant fortement pression pour amollir le pacte de stabilité. Cela a affaibli la culture de stabilité en Europe ».

Il est temps de rappeler les règles élémentaires. Bien sûr, il fallait faire preuve de solidarité, dès lors que l'Union monétaire était menacée. Mais « la crise actuelle de l'euro a montré combien cette culture de stabilité était importante. La solidarité et la solidité sont inséparables. Pour l'Allemagne, cette culture de stabilité ou de solidité n'est pas négociable». Pas plus négociable que l'indispensable « indépendance de la banque centrale européenne». Enfin, il convient de le rappeler, « l'appartenance à la zone euro ne saurait donner naissance à une Union faite de transferts financiers »

Avec un leitmotiv : « Cela figure dans les traités ». L'argument est capital pour une Allemagne obsédée par le respect du droit. Il est décisif pour Angela Merkel, qui craint toujours la censure de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. La plainte déposée contre le plan d'aide à la Grèce n'a pas empêché le gouvernement d'aller de l'avant, mais la Cour ne s'est pas prononcée sur le fond. Et d'autres recours sont attendus contre le plan de sauvetage de l'euro.

Sur le fond, l'Allemagne rejette une fédération, mais souhaite une Europe où chacun gère un budget équilibré et veille à sa compétitivité. Il convient donc de faire des efforts comme l'ont fait les Allemands au début de la décennie, portant l'âge de la retraite à 67 ans, de reprendre le chemin de la rigueur. Après la Grèce, « les autres Etats européens, à savoir le Portugalet l'Espagne, doivent faire maintenant leur part du chemin. Ceux, qui ne sont pas dans le viseur des marchés, comme l'Allemagne, et, le président Sarkozy l'a dit, la France devront, eux aussi, le faire ». Nul ne pourra empêcher Mme Merkel de prendre pour son budget 2011 « des mesures dures d'économies », conforme à la Constitution qui comporte un mécanisme de « frein à la dette ».

L'heure n'est plus aux plans de relance adoptés dans la foulée de la crise bancaire fin 2008 sous pression du FMI et des partenaires économiques de l'Allemagne, Etats-Unis et France en tête. A l'époque, Mme Merkel avait renâclé. « Nous avons évoqué lors de l'adoption de ces programmes de croissance le fait que l'endettement des Etats allait augmenter. A l'époque, j'ai indiqué que nous devions trouver un équilibre raisonnable », explique la chancelière. Elle défend ces

« Une promesse rapide de solidarité à la Grèce, sans un vrai retour de la stabilité et de la solidité n'aurait pas eu l'effet souhaité. I'en suis convaincue »

plans, mais précise, « Nous venons de le vivre, la crise n'est pas finie et nous devons traiter ses différents effets. Les différences entre Etats européens se manifestent encore plus fortement. Nous devons profiter de la crise pour renforcer notre compétitivité.»

C'est le deuxième axe de développement: Mme Merkel mise sur la capacité de réforme des Européens et sur les technologies, qui font la fortune de l'Allemagne, même si elle s'est fait ravir le titre de premier exportateur mondial par la Chine. «En Allemagne, la question se pose avec une acuité particulière car nous sommes un pays vieillissant. L'Europe est globalement un continent qui n'a pas une démographie dynamique. Dans un tel continent, on doit faire très attention de voir si l'on est paré pour l'avenir. Pour cela, il faut veiller à son endettement et s'engager pour la technologie». Le sujet est à l'ordre du Conseil européen de juin. Alors que les Français l'accusent d'avoir une stratégie non coopérative, elle refuse d'aligner son pays sur les pays les moins performants d'Europe.

Reste la régulation des marchés financiers, leitmotiv de M. Sarkozy et de Mme Merkel depuis bientôt trois ans. Mais les députés allemands s'agacent de ne rien voir venir. Dix-huit mois après avoir adopté le sauvetage des banques, adopter celui de l'euro si aucun progrès tangible n'est fait. «L'Allemagne, avec la France et d'autres, va mettre une pression considérable », assure Mme Merkel, qui exige des avancées sur la supervision financière en Europe, préalable indispensable à la surveillance des agences de notation. «Il y a urgence ». **Arnaud Leparmentier** 

# « Pour l'Allemagne, la culture de stabilité n'est pas négociable »

VOICI l'essentiel de l'entretien accordé par Angela Merkel, lundi 17 mai, à Berlin. L'intégralité est sur Lemonde.fr

« La crise l'a montré, la zone euro ne peut fonctionner que si nous adoptons une culture de stabilité résolue, ce qui signifie avoir des finances solides et intégrer les critères du pacte de stabilité et de crois sance, comme l'exige le traité de Maastricht. La solidarité et la solidité sont inséparables. Pour l'Allemagne, cette culture de stabilité ou de solidité n'est pas négociable.

«L'appartenance à la zone euro ne saurait donner naissance à une Union faite de transferts financiers. C'est un point crucial pour l'Allemagne, tout comme l'indépendance de la BCE.

«Le troisième point porte sur les causes réelles qui ont conduit aux tensions au sein de la zone euro. Nous avons besoin de régulation supplémentaire sur les marchés financiers. Les spéculations sont des excès absolus, qui doivent être tempérés. Il y a urgence.

« Nous sommes volontiers péens et nous savons ce que nous apporte l'euro. Mais nous nous sentons renforcés d'avoir négocié durement les points particulièrement importants pour nous.

«Il était important, en avançant, d'attaquer les problèmes à la racine. Une promesse rapide de solidarité à la Grèce sans un vrai retour de la stabilité et de la solidité dans ce pays, n'aurait pas eu l'effet souhaité. J'en suis convaincue. Nous avons, comme c'est toujours le cas en Europe, eu un long processus difficile. In fine, nous avons obtenu une participation du FMI, avec son expertise. C'était important pour moi. Nous avons un programme de consolidation grec sur trois ans qui est très dur et par lequel le gouvernement d'Athènes se sent tenu. Nous avons la solidarité des Ftats-membres de l'euro Ces trois éléments sont pour moi insé-

« Il était important pour nous que la Grèce fasse aussi sa part du chemin. Les autres Etats européens, à savoir le Portugal et l'Espagne, doivent le faire maintenant.

Même ceux qui ne sont pas dans la ligne de mire des marchés, comme l'Allemagne, et, le président Sarkozy l'a dit, la France devront eux aussi faire leur part du chemin. L'Allemagne a inscrit un mécanisme de ralentissement de sa dette dans sa Constitution. C'est dans cet esprit que nous présenterons notre budget pour 2011, qui comportera des mesures dures d'économies.

«La crise n'est pas finie et nous devons traiter ses différents effets. Les différences entre les Etats européens se manifestent encore plus fortement. Nous devons profiter de la crise pour renforcer notre compétitivité. Nous devons veiller à notre capacité à préparer l'avenir, en s'engageant fortement en

faveur de la recherche, des brevets, des exportations

«En Allemagne, la question se pose avec une acuité particulière, car nous sommes un pays vieillissant. L'Europe est globalement un continent qui n'a pas une démographie dynamique. On doit faire très attention de voir si l'on est paré pour l'avenir. Pour cela, i veiller à son endettement et s'engager en faveur des technologies.

« Je me sens complètement dans la continuité de Konrad Adenauer et Helmut Kohl. Helmut Kohl, à l'époque, s'est beaucoup battu pour le pacte de stabilité et de croissance. Peu se souviennent qu'on argumentait sur la moindre

# L'impopularité du plan de rigueur espagnol affaiblit José Luis Rodriguez Zapatero

Sifflé lors d'une réunion publique, le président du gouvernement est en nette baisse dans les sondages face aux conservateurs du Parti populaire

Madrid Correspondant

e sévère plan d'austérité annoncé le 12 mai par le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, n'aura pas seulement pour conséquence de diminuer le salaire des fonctionnaires, le pouvoir d'achat des retraités ou encore le volume des dépenses publiques. Avant même son application, il réduit à peu de chose l'horizon électoral du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), moins de deux ans avant la prochaine échéance législative.

Selon un sondage de l'institut

Metroscopia, publié le 16 mai par le quotidien El Pais, le Parti populaire (PP, droite) l'emporterait nettement en cas d'élections, avec 42.8% des suffrages contre 33.7% aux socialistes. Fin avril, l'écart n'était que de 4,6 points en faveur du parti conservateur. Et deux iours seulement avant l'annonce du plan de rigueur, le baromètre du Centre d'enquêtes sociologiques (CIS) indiquait que les socialistes avaient presque refait leur handicap, avec 38% d'intentions de vote contre 39,5% au PP.

Empêtré dans une vaste affaire de corruption, ce dernier ne parvenait pas à traduire en avantage

politique les difficultés du gouvernement socialiste à faire face à la crise. Il aura suffi de deux minutes pour faire basculer de nombreux électeurs socialistes. Ce sont «les deux minutes aui chanaèrent l'Espagne », selon la formule d'El Pais, c'est-à-dire le temps qu'il fallut à M. Zapatero, depuis la tribune du Congrès des députés, pour annoncer un virage à 180 degrés de sa politique économique et sociale.

Le 5 mai, après un tête-à-tête avec le chef de l'opposition, Mariano Rajoy, il soutenait encore devant les journalistes que «ce n'est pas une bonne option d'accélérer la réduction du déficit » comme

le suggérait le PP, car « cela risque de compromettre la reprise». Le 12 mai, devant les parlementaires, il déclarait : «En cohérence avec l'évolution de la réalité, le gouvernement a pris l'engagement d'accélérer la réduction du déficit.»

## «Semaine noire»

Entre-temps, le leader espagnol a vécu ce que la presse appelle « la semaine noire de Zapatero », finissant par céder aux pressions des responsables européens et de Barack Obama qui réclamaient des mesures drastiques. En imposant à l'Espagne le plan de rigueur le plus violent de l'après-franquisme, M. Zapatero inaugure une politique exactement contraire à celle qu'il menait depuis son arrivée au pouvoir en 2004. Au passage, il a perdu l'appui des syndicats qui lui permettait de maintenir la paix sociale malgré 4,5 millions de chômeurs (20% de la population active)

A ces victimes de la crise s'ajouteront les 2,8 millions de fonctionnaires qui perdront 5% de leur traitement à partir de juillet; les 5 millions de retraités dont la pension sera gelée; les futurs parents (400 000 en 2011) qui ne bénéficieront plus du chèque-bébé, etc. Une grève de la fonction publique est

prévue le 8 juin, annonciatrice de futures mobilisations syndicales.

Copieusement sifflé, dimanche en Cantabrie, lors de sa première sortie publique depuis le «discours de la rigueur», M. Zapatero s'est dit prêt à en assumer le coût électoral: « Dans des circonstances aussi difficiles, ma responsabilité, celle d'un chef de gouvernement, est de penser à l'avenir du pays plutôt qu'à un quelconque futur politique ou personnel », a-t-il expliqué. Pour le sociologue José Luis Alvarez, ce discours a marqué « la rupture de la relation personnelle de Zapatero avec son électorat ».

Jean-Jacques Bozonnet

# Les Etats européens se mettent d'accord pour réglementer les fonds spéculatifs

Des divergences demeurent néanmoins sur la question de la supervision des services financiers

Bureau européen

remier camouflet pour David Cameron en Europe? Ou geste de bonne volonté? Les ministres des finances des Vingt-Sept devaient s'entendre, mardi 18 mai à Bruxelles, sur un projet de régulation des fonds spéculatifs combattu de longue date par le Royaume-Uni et la City. Pendant la campagne électorale, Gordon Brown avait obtenu le report des discussions afin de ne pas prêter le flanc aux critiques des tories.

Cette fois, une majorité d'Etats membres était prête, mardi matin, à voter le compromis, contre l'avis du nouveau premier ministre britannique, le conservateur David Cameron. Face à ce front, pressé, en pleine crise de la zone euro, de mieux encadrer l'activité des fonds spéculatifs, Londres aurait décidé de mettre sa résistance en sourdine, en espérant adoucir le texte à un stade ultérieur.

Une question très controversée est au cœur des discussions : fautil accorder aux gestionnaires de fonds implantés dans des pays tiers le passeport européen que les Vingt-Sept envisagent de créer pour les fonds domiciliés en Europe? « Non », répond une écrasante

#### 16,5 milliards d'euros de dette achetés par la BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a révélé, lundi 17 mai, qu'elle avait acheté 16,5 milliards d'euros d'obligations d'Etat la semaine dernière. Ce montant est dans la fourchette basse des estimations des analystes. Mais les interventions de la BCE devraient se poursuivre dans les prochaines semaines. L'institution a aussi annoncé lundi le lancement d'une opération spéciale d'absorption de liquidités visant à neutraliser l'effet inflationniste de ses achats

majorité d'Etats membres, dont teur du texte, Jean-Paul Gauzès l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie, soucieux de ne pas ouvrir le marché européen aux fonds enregistrés dans des paradis fiscaux. « Oui », estiment les Britanniques, avec le soutien actif des Etats-Unis, qui dénoncent toute mesure « protectionniste » à l'encontre des fonds non européens.

Quant au Parlement européen, colégislateur, il s'oriente vers une position intermédiaire: les gestionnaires enregistrés dans des pays tiers, comme les îles Caïmans, pourront obtenir le précieux sésame européen si ces Etats respectent différentes conditions en matière de supervision, de lutte contre le blanchiment et d'évasion

Des amendements en ce sens ont été adoptés lundi 17 mai, dans la soirée, par la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen : «L'Europe ne doit être ni une forteresse ni une passoire », martèle le rappor(UMP). Le vote en première lecture est prévu en juillet. Les conservateurs, les socialistes, les Verts et quelques libéraux-démocrates (dont le MoDem) ont adopté le rapport présenté par l'eurodéputé français. Mais les tories et les libéraux-démocrates britanniques ont voté contre, car ils le trouvent encore trop éloigné des positions défendues par leur nouveau-comme l'ancien – gouvernement.

Une meilleure régulation des

## «L'Europe ne doit être ni une forteresse ni une passoire »

Jean-Paul Gauzès eurodéputé (PPE)

fonds alternatifs est l'une des priorités du commissaire au marché intérieur, Michel Barnier. Surveillé par Londres, le Français entend, dans les prochaines semaines, rapprocher les points de vue entre les Etats et le Parlement euro-

De retour d'un voyage aux Etats-Unis, il s'est dit, lundi, «attaché à un niveau de traitement égal des gestionnaires de fonds dès lors qu'ils respectent les règles européennes ». Sous-entendu : la Commission va, elle aussi, chercher à préciser les modalités d'attribution du passeport européen pour des gestionnaires installés dans les pays tiers.

Le projet dénoncé par Londres n'est pas le seul qui donne du fil à retordre à M. Barnier. Tandis que la zone euro part en guerre contre les «spéculateurs» qui s'acharnent sur la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, le Français réfléchit à durcir une législation toute récente sur les agences de notation.

Sans imaginer à ce stade une agence européenne, il s'interroge sur le «manque de concurrence» et les pratiques des trois agences qui font la pluie et le beau temps

FURO CONTRE DOLLAR 1,45

Une monnaie européenne en chute libre



sur les marchés. Il entend aussi, sous la pression de Paris et de Berlin, mieux encadrer les produits dérivés, comme les contrats d'assurance (CDS) sur la dette souveraine et les ventes à découvert.

Surtout, M. Barnier cherche à boucler l'autre texte phare du chantier ouvert par les Vingt-Sept depuis l'éclatement de la crise : la supervision des services financiers. Ouvert depuis plus d'un an, le projet oppose là aussi les Etats et le Parlement européen. Les pays continentaux. France et Allemagne en tête, ont multiplié les concessions au Royaume-Uni.

Mais le compromis négocié de haute lutte entre les Etats va à l'encontre des positions défendues par le Parlement européen. «Il

s'agit de ne pas voter un dispositif au rabais », prévient l'eurodéputée Sylvie Goulard (MoDem), rapporteuse d'une partie du projet. L'idée est de créer un conseil des risques systémiques, placé auprès de la BCE et susceptible de mettre en garde les gouvernements contre l'émergence de déséquilibres macroéconomiques.

SOURCE : BLOOMBERG

Le dispositif prévoit aussi la création de trois autorités de supervision européenne chargées respectivement des Bourses, des banques et de l'assurance.

Le Parlement européen entend muscler les pouvoirs de ces instances arbitrales, pouvoirs que Londres est parvenu à affaiblir lors des négociations.

Philippe Ricard

# Tiraillements pour la mise en place du fonds de stabilisation financière

Bureau européen

Tandis que la zone euro reste sous pression des marchés, ses seize membres peinent à instaurer le fonds de stabilisation financière approuvé le 9 mai pour voler au secours d'un Etat en difficulté.

Lundi 17 mai, à Bruxelles, le sujet a dominé la réunion des ministres des finances de l'Union monétaire. Garanti par les Etats à hauteur de 440 milliards d'euros, le fonds est la clef de voûte du plan de 750 milliards destiné à éviter la contagion de la crise grecque à l'Espagne et au Portugal.

La création de cet outil inédit a une nouvelle fois opposé la France à l'Allemagne, lundi soir. Lors d'une interruption de séance, JeanClaude Juncker, le président de l'eurogroupe, a joué les médiateurs entre Christine Lagarde et le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble. Contre l'avis de Paris, Berlin souhaite que l'activation du dispositif soit faite au cas par cas, à l'unanimité, et en consultant les parlements nationaux. Au Bundestag, les députés examinent les modalités de la garantie apportée par l'Allemagne, et le gouvernement d'Angela Merkel entend défendre leurs prérogatives, quitte, craignent les Français, à agiter encore les marchés financiers.

La société ad hoc créée pour l'occasion sera implantée au Luxembourg. Les Etats de la zone euro seront ses actionnaires. La Commission européenne se contentera d'un statut d'observateur. Il a, par

ailleurs, été convenu que chaque Etat garantira un montant supérieur à ce qui avait d'abord été imaginé, afin d'avoir une marge de sécurité si l'un ou l'autre pays n'était pas en mesure d'honorer ses engagements. Du coup, Mme Lagarde s'apprête à présenter, mercredi, un projet de loi portant

sur 111 milliards d'euros de garanties, contre 90 milliards prévus initialement. Pour régler les questions encore ouvertes, M. Juncker a décidé de réunir de nouveau ses homologues, vendredi 21 mai, à Bruxelles. Enfin, les ministres des finances ont soutenu la suggestion faite par la Commission d'un exa-

men préalable des grandes orientations budgétaires des Etats de la zone euro. Pour M. Juncker, cette idée est une « proposition vertueuse » : « Il nous importe que les parlements nationaux puissent prendre leurs décisions en connaissance de cause », a déclaré M. Juncker.

P. Ri.

# La crise compromet la relance des relations entre l'UE et l'Amérique latine

Le protectionnisme divise les chefs d'Etat et de gouvernement européens, latino-américains et caribéens réunis en sommet à Madrid

Envoyé spécial

a crise de l'euro et les difficultés du gouvernement espa-■ gnol de José Luis Rodriguez Zapatero ont compromis les chances de succès du sixième sommet Europe-Amérique latine-Caraïbes, à Madrid, lundi 17 et mardi 18 mai. Le secrétaire d'Etat espagnol pour l'Amérique latine, Juan Pablo de Laiglesia, espérait une « avancée » vers un « partenariat stratégique » entre les 27 pays européens et les 33 pays latino-américains et caribéens.

L'Union éuropéenne (UE) est le deuxième partenaire de l'Amérique latine, après les Etats-Unis. Mais la Chine pourrait lui ravir cette place à l'horizon de 2020. Pour-

int, comme l'a admis le ministre espagnol des relations extérieures, Miguel Angel Moratinos, «les Européens, à l'exception du Portugal, de l'Espagne et un peu de l'Italie, ont ignoré l'Amérique latine ces dernières années »

Soucieuse de favoriser l'intégration régionale, Bruxelles a longtemps privilégié la négociation d'un accord de libre-échange avec le Mercosur, l'union douanière sud-américaine créée par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Cet accord a buté sur la politique agricole commune de l'UE, qui entrave la compétitivité des

relance des négociations UE-Merannonce du sommet de Madrid.

Ouelles sont leurs chances d'aboutissement, alors que l'Europe peine à surmonter la crise? Quel gouvernement européen est disposé à sacrifier ses agriculteurs au nom des bonnes relations avec l'Amérique du Sud?

La France s'est empressée de tempérer l'optimisme de l'Espagne en conditionnant cette question à la conclusion des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est loin d'être acquise. Ce protectionnisme est partagé par la Pologne, l'Irlande, la Grèce, l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg, la Finlande, la Roumanie et Chypre. L'Espagne ellemême vient de réduire son budget de coopération de 600 millions d'euros, ce qui entame sa crédibilité auprès des Latino-Américains.

## Négociations bilatérales

Faute d'accord avec le Mercosur, l'UE a engagé des négociations avec les pays andins. Cette démarche a contribué à l'implosion de la Communauté andine des nations, affaiblie par le départ du Venezuela et minée par les dissensions entre les quatre autres Etats membres.

Face au blocage avec l'Equateur' et la Bolivie, Bruxelles a poursuivi

exportations sud-américaines. La des négociations bilatérales avec la Colombie et le Pérou. Dans le cas tions ont été facilitées par l'harmonisation des positions des pays membres du Système d'intégration centre américain (Costa Rica, Salvador, Guatemala, Nicaragua, Honduras, Panama, Belize). Mais cet accord ne suffit pas à faire du sommet de Madrid un « succès ».

Du côté latino-américain, les divisions et la politisation de l'intégration régionale se sont traduites par l'apparition de nouveaux organismes, dont l'existence est presque virtuelle, puisqu'ils n'ont pas été ratifiés par des traités

A défaut d'accord multilatéral, l'UE a multiplié ces dernières années les «associations stratégiques » avec le Brésil, le Mexique ou le Chili, qui brouillent davantage la politique de Bruxelles à l'égard de l'Amérique latine.

Les sommets UE-Amérique latine sont devenus des grandes messes, dont les déclarations d'intentions et la proclamation des «valeurs communes» sont oubliées sitôt signées. Après le sommet de Lima, en 2008, le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, avait suscité un vif émoi parmi les ambassadeurs latino-américains à Paris en leur confiant le peu d'importance qu'il accordait aux textes adoptés.

Paulo A. Paranagua

Devenir quelqu'un? Rester soi-même? **BUSINESS SCHOOL** YOU HAVE THE ANSWER

# Retraites: faut-il aligner public et privé?

Où se situe l'équité?

• Quels seraient les changements pour l'un et pour l'autre?

## Décodage

ministre - Eric Woerth – le pilotage de la réforme des retraites dans le privé et dans le public, l'Elysée a manifesté son intention de perpétuer l'effort de convergence engagé par le gouvernement Raffarin. Le document d'orientation du 16 mai confirme cette direction.

La réforme de 2003 avait progressivement aligné les durées de cotisation. Il n'était pas question pour les pouvoirs publics que les salariés du privé, déjà exposés au risque du chômage, fassent seuls les frais de l'adaptation du système au choc démographique, c'est-à-dire à l'arrivée à la retraite des générations de l'après-guerre.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) vient de l'établir : le retour au plein-emploi ne suffira pas pour faire face au besoin de financement des régimes. Il ne sera pas possible d'imposer au seul secteur privé les ajustements nécessaires. Mais attention: l'équité, par nature difficile à atteindre, ne signifie pas l'identité des règles.

Des baisses de pension de 10 % à 20 % dans le public Qu'ils aient travaillé dans la fonction publique ou dans le privé, les retraités de 2008 se trouvaient, à structure de qualification comparable, dans des situations assez proches. Selon la direction de la recherche, des études, de l'evaluation et des statistiques (Drees), le montant moyen de l'avantage principal de droit direct (retraite acquise en contrepartie de ses propres cotisations, par opposition à la pension de réversion) était de 817 euros pour les non-cadres du privé et de 1538 euros pour les cadres. Il atteignait 1176 euros dans la fonction publique territoriale ou hospitalière et 1850 euros dans la fonction publique d'Etat civile où les enseignants pèsent lourd en termes d'effectifs et de rémunérations. Ces moyennes dissimulent toutefois des disparités importantes, et surtout, elles ne permettent pas de se projeter dans l'avenir.

En octobre 2009, l'Insee a donc mesuré les conséquences de l'application des règles de calcul du privé aux fonctionnaires. Cet exercice fictif montre qu'une telle application conduirait, selon les hypothèses, à des baisses moyennes des pensions de l'ordre de 20% ou de 10%. La tendance est nette.

En janvier, dans son septième rapport, le COR s'est intéressé à l'évolution des taux de remplacement - c'est-à-dire ce que représente la pension en pourcentage du dernier revenu d'activité-au fil des générations. Dans l'hypothèse d'un âge de départ à la retraite de 65 ans et après quarante ans de cotisation, la législation actuelle conduirait à des diminutions significatives : un non-cadre du privé né en 1938 touchait en 2003 une retraite représentant 83,6% de son dernier revenu d'activité. Pour celui né en 1985, le taux de remplacement serait inférieur de 10 points (73,5%) en 2050. Pour les cadres du privé, le taux de remplacement passerait au fil des generations de 64,1% en 2003 à 53,2% en 2050.

En revanche, la montée en charge du régime additionnel de la fonction publique (RAFP), assis sur une partie des primes, permettrait aux fonctionnaires de conserver un taux de remplacement proche de 70%, voire en légère augmentation. Même interprétés avec prudence, ces résultats rendent le statu quo impossible.

Le casse-tête des primes La durée de cotisation n'est pas le seul paramètre sur lequel un régime de retraite peut jouer. Il en existe plus d'une dizaine d'autres, parmi lesquels figure en bonne place le taux de cotisation (7,85% dans le public, 10,65% dans le privé en dessous du plafond de la Sécurité sociale), le mode de calcul de la pension, les âges de la retraite, les avantages familiaux, etc.

La réforme de 2010 passera-t-ellépar un alignement progressif de tous ces paramètres? Rien n'est moins sûr. Calculer par exem-ple la pension des fonctionnaires sur leurs vingt-cinq meilleures années d'activité, comme dans le privé, au lieu des six derniers mois de traitement indiciaire, supposerait en effet, pour être équitable, de prendre en compte les primes et autres indemnités des agents de la fonction publique.

Or celles-ci représentaient, en moyenne, 23 % de la rémunération d'un fonctionnaire de l'Etat en 2007 et elles sont encore plus importantes dans la fonction publique hospitalière. Selon le calendrier adopté, la méthode choisie et la base de référence retenue pour la primes dans le calcul de la pension peut varier de 0 % à + 20 %, selon le ministère de la fonction publique.

Prudent, M. Woerth, qui vient du

ministère du budget, a indiqué d'emblée qu'il n'était pas partisan de cette seule solution. Celle-ci, de

plus, ne réglerait pas la question

des enseignants qui n'ont quasi-

ment pas de primes, mais liquident

leur pension au taux de 75%

L'âge du départ et la pénibilité L'âge d'ouverture des droits à la retraite - 60 ans dans le privé depuis 1983 – constitue un autre sujet de frictions possible. Si les 60 ans concernent la majorité des fonctionnaires, une partie d'entre eux (environ un sur dix) a la possibi-50 ans ou 55 ans. Il s'agit des fonctionnaires appartenant à des catégories dites «actives»: policiers,

personnels de la pénitentiaire,

aiguilleurs du ciel, sapeurs-pompiers dans la territoriale. Cette possibilité de déroger au droit commun est ancrée dans l'histoire de la fonction publique. Elle s'explique souvent-mais pas toujours-par la pénibilité des métiers, et c'est dans ce cadre qu'il faudra la traiter. Le sujet ne va pas de soi : les infirmières de la fonction publique hospitalière, auxquelles le gouvernement a proposé de renoncer à leur droit au départ à 55 ans en échange d'une revalorisation de leur statut, hésitaient en mars à accepter ce troc.

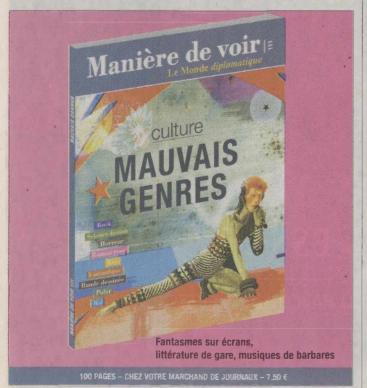
reforme, le cout de l'intégration des lite legale de liquider sa pension à **Des contreparties** D'une manière générale, changer les règles du jeu en cours de partie est difficile. En recevant les syndicats de fonctionnaires, Eric Woerth et Georges

Tron, secrétaire d'Etat à la fonction publique, leur avaient proposé, le 22 avril, de faire l'inventaire des différences public-privé. Ce travail, en cours, doit permettre de conserver les différences que l'on peut objectiver et de rogner, voire de passer par pertes et profits, les avantages qui n'ont plus de raison d'être.

Comme cette majoration de durée d'assurance accordée aux fonctionnaires en poste outremer ou à l'étranger, qui fut créée à l'origine comme un outil d'accompagnement de l'empire colonial français. De telles bonifications seront probablement plus faciles à remettre en cause que les avantages catégoriels qui ont la vie dure dans la fonction publique.



# Le gouvernement « marche sur des œufs »



## **Analyse**

Claire Guélaud

aymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy, a gardé un souvenir marquant de l'hiver 1995. A l'époque, il fut l'un des experts qu'Alain Juppé sollicita. Le premier ministre voulait sortir par le haut d'un mouvement social dans les transports publics qui finit par paralyser le pays pendant trois semaines.

Aux ministres et dirigeants d'entreprise concernés, M. Soubie et ses collègues demandèrent à prendre connaissance des projets de réforme des régimes spéciaux qui avaient mis le feu aux poudres. Quelle ne fut leur surprise de constater que ces projets n'existaient pas et qu'il avait suffi d'une phrase, au détour d'un discours de M. Juppé sur la réforme de l'assurance-maladie, pour déclencher l'un des conflits les plus spectaculaires de ces trente dernières années.

Instruit par cet épisode resté fameux dans l'histoire sociale française, M. Soubie, s'il est convaincu que les réformes structurelles doivent concerner aussi bien le public que le privé, préconise néanmoins la prudence face à des fonctionnaires qu'il sait socialement sensibles. Les risques sociaux, analyse-t-il, ont été de tout temps plus forts en France dans le public que dans le privé. Peu à peu, les journées de manifestations y ont pris le relais des journées perdues pour fait de grève, dont le nombre a

baissé. Aucun gouvernement n'est à l'abri d'une explosion sociale dans ce milieu plus syndicalisé que le privé. Ce qui ne veut pas dire que le public doit être tenu à l'écart des réformes.

Ses conseils de prudence semblent avoir été entendus. « Dans la fonction publique, le gouvernement marche sur des œufs », résumait, le 12 avril, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, en sortant du bureau de M. Woerth. Les fonctionnaires ont été les premiers concernés par la révision générale des politiques publiques et par la réforme de l'Etat. La réduction de moitié du nombre de postes de cadres dirigeants dans les administrations centrales, la réorganisation territoriale de l'Etat, la fusion de ses directions départementales ou régionales, les restructurations hospitalières les ont touchés de plein fouet. En 2011, près de 150 000 emplois auront été supprimés dans la fonction publique du fait du nonremplacement de la moitié des agents partant à la retraite.

«Le climat social est extrêmement morose, observe Brigitte Jumel, secrétaire générale de l'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés (UFFA)-CFDT. Mais la moindre goutte d'eau - une réforme précipitée, un calendrier ingérable peut faire déborder le vase. »

Nul n'étant prophète en son pays, les syndicats n'annoncent plus depuis des lustres des printemps chauds et des grands soirs. Mais chacun sait que la rentrée de septembre peut être délicate sur fond de réforme des retraites et de restrictions budgétaires.